

<http://snetap-fsu.fr/E%CC%81tats-Ge%CC%81ne%CC%81raux-de-l-Alimentation-le-Snetap-FSU-se-de%CC%81solidarise-de-leurs.html>



États Généraux de l'Alimentation

- Nos Actions - Communiqués -



Date de mise en ligne : mardi 12 décembre 2017

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Le Snetap-FSU, le re organisation syndicale de l'Enseignement Agricole Public, a participe aux E tats Ge ne raux de l'Alimentation.

Il e tait notamment pre sent a leur lancement le 20 juillet puis dans l'atelier 13 (faute d'avoir pu inte grer avec notre fe de ration dans d'autres ateliers cle s) pour y porter la parole des personnels de l'Enseignement Agricole Public et de fendre la ne cessite d'une transition e cologique par un changement de mode les de production et de consommation.

[Imprimer le communiqué](#)

Le bilan tire de ces E tats Ge ne raux :

Un sentiment de me pris vis-a -vis de la formation agricole, la surrepre sentation des conservateurs, le calendrier trop court et peu propice a des e changes de fond, le manque d'ambition sur la politique de solidarite internationale, un de bat axe sur la seule proble matique des prix et de premie res annonces peu encourageantes,... a de cide le Snetap-FSU et sa fe de ration a se de solidariser comple tement des conclusions de ces E tats Ge ne raux de l'Alimentation, cela pour ne pas cautionner le maintien du mode le agricole actuel.

La formation agricole me prise e

Le Snetap-FSU a de nonce la part minime laisse e a la formation professionnelle dans les E tats Ge ne raux pourtant indispensable pour former les agriculteurs de demain comme ceux de ja en place et faire e voluer les modes de production et de transformation des produits agricoles.

Le Snetap-FSU aura finalement e tait la seule organisation syndicale repre sentant les personnels de l'Enseignement Agricole Public pre sente sur toute la dure e de l'atelier, et s'il aura cherche jusqu'au bout a porter la parole des agents, force est de constater qu'au final il n'en reste manifestement rien.

Une surrepre sentation des conservateurs

La composition des diffe rents ateliers a imme diatement montre la place privile gie e accorde e aux organisations professionnelles et repre sentant.es de l'agro-industrie et de la grande distribution, affichant une volonte farouche de ne surtout pas remettre en question un syste me et des modes de productions, de transformation. Au final cette re partition de la parole s'est faite en de faveur des repre sentant.es des consommateurs et des de fenseurs des alternatives en terme de production comme de consommation. La parole des organisations de la socie te civile a e te ignore e.

Un calendrier peu propice a des e changes de fond

L'agenda retenu par le Pre sident de la Re publique ne permettait pas de conduire un ve ritable dialogue de fond, car sir les EGA ont e te lance s en juillet les re unions n'ont de marre qu'en septembre pour prendre fin en novembre ...

c'est à dire deux mois seulement d'échanges et donc une concertation de fait limitée. Un sujet aussi vaste et lourd méritait du temps pour approfondir les différents sujets.

Un manque d'ambition sur la politique de solidarité internationale

Plusieurs organisations ont rappelé que 815 millions de personnes sont aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle et que dans ces conditions la lutte contre l'insécurité alimentaire au niveau international devait aussi être une priorité de ces EGA, car la France peut avoir un impact important par ses politiques publiques. Mais là encore les débats de ces États Généraux ont été en dessous des ambitions affichées et de ce que nous serions en droit d'attendre sur le sujet.

Un débat axé sur la seule problématique des prix

La crise agricole et l'urgence de la situation auront bloqué les esprits sur la résolution des problèmes par la seule entrée des prix. Pourtant, si des solutions urgentes doivent être trouvées il est nécessaire de réfléchir sur le fond, et à plus long terme, à de nouveaux modes de production et de consommation pour nourrir la planète tout en la préservant. Nous n'avons pas vu émerger cette volonté.

De premières conclusions peu encourageantes

En ce qui concerne la répartition des richesses entre agriculteurs, transformateurs et distributeurs, les conclusions dévoilées dans le discours du Président de la République à Rungis le 11 octobre, ne sont guère plus encourageantes. Si elles garantissent une rémunération des producteurs, ce sera au détriment des consommateurs, de l'agro-industrie et la grande distribution.

C'est l'ensemble de ces constats qui a décidé le Snetap-FSU, avec sa fédération, à se solidariser des conclusions qui pourront sortir des États Généraux de l'Alimentation afin de ne pas cautionner un immobilisme coupable.